

Communiqué de presse de la FRA
Vienne, le 11 juillet 2024

EMBARGO : 11 juillet 2024 06 h 00 HEC

Les Juifs en Europe restent confrontés à des niveaux élevés d'antisémitisme

L'antisémitisme persiste dans l'UE, affectant les Juifs à la fois en ligne et hors ligne. Les inquiétudes concernant la sécurité et les fréquentes expériences de harcèlement forcent de nombreuses personnes à dissimuler leur identité juive. Ces indications alarmantes proviennent de la dernière enquête menée par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA). L'Union européenne (UE) et certains de ses États membres ont mis en place des mesures et des plans d'action pour s'attaquer à l'antisémitisme. Les pays de l'UE doivent s'appuyer sur ces efforts pour faire en sorte que les Juifs puissent vivre dans la dignité, à l'abri de la haine et de la peur. Cela est particulièrement important compte tenu de l'impact du conflit en cours au Moyen-Orient sur les communautés juives en Europe.

La [troisième enquête de la FRA sur la discrimination et les crimes de haine à l'encontre des personnes juives dans l'UE](#) révèle leurs expériences et leurs perceptions de l'antisémitisme, ainsi que les obstacles qu'elles rencontrent pour mener ouvertement leur vie de personnes juives.

L'enquête est antérieure aux attaques du Hamas du 7 octobre 2023 et à la réponse militaire d'Israël à Gaza. Toutefois, le rapport contient des informations sur l'antisémitisme recueillies plus récemment auprès de 12 organisations communautaires juives. Les personnes juives ont été victimes d'un plus grand nombre d'incidents antisémites depuis octobre 2023, certaines organisations faisant état d'une augmentation de plus de 400%.

Les résultats de l'enquête indiquent ce qui suit :

- **Montée de l'antisémitisme** : 80% des personnes interrogées estiment que l'antisémitisme s'est développé dans leur pays au cours des cinq années précédant l'enquête.
- **Niveaux élevés d'antisémitisme en ligne** : 90% des personnes interrogées ont été confrontées à l'antisémitisme en ligne au cours de l'année précédant l'enquête.
- **Antisémitisme dans la sphère publique** : au cours de l'année précédant l'enquête, 56% des personnes interrogées ont été victimes d'antisémitisme hors ligne de la part de personnes qu'elles connaissent et 51% dans les médias.
- **Harcèlement** : 37% déclarent avoir été harcelées au motif qu'elles sont juives au cours de l'année précédant l'enquête. La plupart d'entre elles ont été victimes de harcèlement à plusieurs reprises. Le harcèlement et la violence antisémites se produisent le plus souvent dans la rue, dans les parcs ou dans les magasins.
- **Préoccupations en matière de sûreté et de sécurité** : La plupart des personnes interrogées continuent de s'inquiéter pour leurs propres sûreté et sécurité (53%) et

pour celles de leur famille (60%). Au fil des ans, les recherches de la FRA ont montré que l'antisémitisme avait tendance à croître en période de tensions au Moyen-Orient. Dans cette enquête, 75% des personnes interrogées estiment qu'elles sont tenues pour responsables des actions du gouvernement israélien au motif qu'elles sont juives.

- **Vies cachées** : 76% cachent leur identité juive, au moins occasionnellement, et 34% évitent les événements ou les sites juifs parce qu'elles ne se sentent pas en sécurité. En réaction à l'antisémitisme en ligne, 24% évitent de publier des contenus qui permettraient de les identifier comme juives, 23% déclarent avoir limité leur participation aux discussions en ligne et 16% ont réduit leur utilisation de certaines plateformes, sites web ou services.

L'UE et ses États membres ont mis en place des mesures contre l'antisémitisme, qui ont permis de réaliser certains progrès. Il s'agit notamment de la [toute première stratégie européenne de lutte contre l'antisémitisme](#) et des [plans d'action dans certains pays de l'UE](#). Le rapport propose des moyens concrets pour tirer parti de ces progrès :

- **Suivre et financer de manière adéquate les stratégies et les plans d'action contre l'antisémitisme** : Il s'agit notamment d'adopter des plans dans les pays de l'UE qui n'en disposent pas et d'élaborer des indicateurs permettant de suivre les progrès accomplis.
- **Garantir la sûreté et la sécurité des communautés juives** : Les pays doivent investir davantage dans la protection des personnes juives, en étroite collaboration avec les communautés touchées.
- **S'attaquer à l'antisémitisme en ligne** : Les plateformes en ligne doivent traiter et supprimer les contenus antisémites en ligne, afin de se conformer au [règlement sur les services numériques de l'UE](#). Elles doivent également mieux enquêter sur les contenus antisémites illégaux en ligne et engager des poursuites à leur encontre.
- **Encourager le signalement et améliorer l'enregistrement de l'antisémitisme** : Les autorités nationales devraient intensifier leurs efforts pour sensibiliser les personnes juives à leurs droits, les encourager à signaler les incidents antisémites et améliorer l'enregistrement de ces incidents. Un recours accru à la dénonciation par des tiers et au signalement anonyme pourrait être utile.

L'enquête couvre l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, la Suède et la Tchéquie, où vit environ 96% de la population juive estimée de l'UE. Près de 8 000 juifs âgés de 16 ans ou plus ont participé à l'enquête en ligne de janvier à juin 2023. Il s'agit de la troisième enquête de ce type, qui fait suite à celles de [2013](#) et de [2018](#).

Pour [Sirpa Rautio](#), directrice de la FRA :

« L'Europe est témoin d'une vague d'antisémitisme, en partie provoquée par le conflit au Moyen-Orient. Cela limite considérablement la capacité des personnes juives à vivre en sécurité et avec dignité. Nous devons nous appuyer sur les lois et les stratégies existantes pour protéger les communautés juives contre toutes les formes de haine et d'intolérance, en ligne et hors ligne. Dans une société de plus en plus polarisée, nous devons de toute

urgence diffuser le message de tolérance et garantir le respect des libertés et droits fondamentaux de tous. »

Pour en savoir plus, veuillez consulter notre [dossier de presse](#) ou contacter :
media@fra.europa.eu / Tél. : +43 1 580 30 653